

La Chambre des communes adopte une motion visant à ressusciter le comité spécial sur les relations Canada-Chine

16 mai 2022 POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Ottawa (Ontario) – L'honorable Michael Chong, ministre du Cabinet fantôme conservateur responsable des Affaires étrangères, et Pierre Paul-Hus, ministre du Cabinet fantôme responsable des Services publics et de l'Approvisionnement, ont fait la déclaration suivante concernant l'adoption d'une motion conservatrice par la Chambre des communes visant à rétablir le Comité spécial sur les relations Canada-Chine :

« Les Canadiens d'origine chinoise ont apporté une contribution incommensurable au Canada, et le peuple chinois fait partie d'une civilisation ancienne qui a beaucoup apporté à l'humanité.

- « Or, le gouvernement communiste de Beijing continue de menacer et de cibler les défenseurs de la démocratie et des droits de la personne de la communauté chinoise ici au Canada. Le leadership communiste de Beijing constitue également une menace pour l'intérêt national et la sécurité du Canada, ainsi que pour nos valeurs.
- « Au cours de la dernière législature, le comité spécial a fait du bon travail en soulignant les défis de la relation Canada-Chine. Ce travail va maintenant se poursuivre au cours de la présente législature.
- « Le comité a été habilité par la Chambre des communes à examiner et à revoir tous les aspects des relations entre le Canada et la Chine. La création du comité a lieu alors que nous attendons la stratégie indopacifique promise depuis longtemps et attendue depuis longtemps par le gouvernement Trudeau.
- « Le comité sera l'occasion d'entendre des experts afin que le Canada soit mieux préparé à contrer les menaces des régimes autocratiques et à défendre la liberté et la démocratie. Cela est particulièrement important à la lumière du pacte autocratique entre la Chine et la Russie signé juste avant l'invasion russe de l'Ukraine qui a menacé l'ordre international fondé sur des règles.
- « Les conservateurs croient que le Canada doit défendre les droits de la personne, la démocratie et la primauté du droit. Les conservateurs croient que le gouvernement Trudeau doit prendre au sérieux la menace que représentent les régimes autoritaires, comme les événements récents l'ont clairement montré. »

Pour obtenir plus d'informations :

Bureau de Pierre Paul-Hus, député <u>Joel.Bernard.319@parl.gc.ca</u> 613-222-5613

Bureau de l'honorable Michael Chong, député Michael.Chong@parl.gc.ca 613-992-4179